

La Belgique tente de revenir à la normale au milieu des craintes suite aux failles de sécurité



Par Guillermo Alvarado

La société belge tente de revenir à la normale après les attentats terroristes du 22 mars à l'aéroport et au métro de Bruxelles même si la peur et l'insécurité règnent encore, surtout après les résultats de l'enquête qui a révélé des failles dans le système de sécurité belge, ce qui a relancé un débat national sur l'efficacité des dispositifs de renseignement, de surveillance et sécurité mis en place par le gouvernement belge.

La gestion de l'information est aussi très critiquée. Les autorités belges ont récemment informé que le nombre de victimes était 32 au lieu de 35 comme il avait été annoncé au début. Les premières informations ont été, par moments, confuses ou contradictoires ou ont été données à compte gouttes.

Cette dernière semaine, ce pays européen a été le théâtre d'une polémique amère qui a fait bondir des sentiments xénophobes, des propos contre l'islam, incités par des groupes d'extrême droite.

Dimanche dernier, les forces de l'ordre ont dispersé avec des canons à eau des manifestants qui exigeant l'expulsion de ce pays de tous ceux qui professent l'Islam. La mairie de Bruxelles a interdit une marche prévue le 2 avril et dont le texte de convocation avait un caractère raciste.

L'atmosphère lourde qui règne en Belgique n'a pas permis à la population de rendre de façon adéquate des honneurs aux victimes- comme l'on fait remarquer certains médias.

En même temps, la population prend connaissance de graves erreurs commises par les forces de sécurité qui n'ont pas pris au sérieux des alertes sur la possibilité d'attentats dans la capitale, compte tenu du fait qu'elle est le siège de la majorité des organismes de l'Union Européenne.

Parmi les failles, on peut citer la difficulté pour capturer le présumé cerveau des attaques terroristes dont la photo a circulé dans le monde entier, mais dont le sort est toujours inconnu.

Il a été également connu qu'après les explosions à l'aéroport, le ministre de l'Intérieur, Jean Jambon, a ordonné de faire arrêter et d'évacuer tous les trains du métro, mais 20 minutes après, au moment de l'explosion dans la station de Maelbeek, aucune mesure de précaution n'avait été prise..

L'entreprise qui administre ce service publique assure qu'elle n'a jamais reçu l'ordre d'arrêter la circulation des trains.

C'est vrai qu'une sécurité maximale est presque impossible, surtout si l'on tient compte du grand nombre de citoyens belges, environ 500 qui ont rejoint les rangs des organisations extrémistes au Moyen Orient, un phénomène commun dans les pays de l'Union Européenne et auquel on n'a pas prêté l'attention nécessaire depuis le début.

Dans leur tentative de renverser des gouvernements du Moyen Orient qui ne sont pas vus d'un bon œil par l'UE et de s'approprier des richesses naturelles de ces pays ou gagner des positions géostratégiques moyennant des opposants, la plupart du temps fabriqués, plusieurs États du Vieux Continent ont ignoré les risques que représentait pour eux mêmes, le surgissement de groupes radicaux extrémistes.

Les auteurs des attaques de Paris l'année dernière étaient des citoyens Français et ceux des attentats de Bruxelles sont Belges.

Lorsqu'on l'on prêche la haine, lorsque l'on considère comme légitime les actions violentes qui répondent à des intérêts économiques ou politiques, on met en marche des mécanismes, qui, plus tôt que tard, se retournent contre ceux qui les ont créés.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/89050-la-belgique-tente-de-revenir-a-la-normale-au-milieu-des-craintes-suite-aux-failles-de-securite>



Radio Habana Cuba